

De plus, monsieur l'Orateur, l'allusion au programme de contrôle des salaires et des prix aux États-Unis ne m'a pas inspiré particulièrement confiance. Le président des États-Unis a annoncé hier soir qu'il imposait un blocage de 60 jours à cause de ce qu'il a appelé une inflation effrénée aux États-Unis. Je vous rappelle, monsieur l'Orateur, que les politiques de contrôle des salaires et des prix du gouvernement américain sont en vigueur depuis deux ou trois ans maintenant, et je trouve que c'est une preuve étrange et peu solide de leur succès, puisque le gouvernement des États-Unis impose maintenant un blocage soudain afin de mater l'inflation effrénée. Je dis à la Chambre que l'annonce faite par le président des États-Unis hier soir signifie que les étapes I, II et III du contrôle aux États-Unis sont inefficaces plutôt qu'utiles.

Trop souvent au Canada et ailleurs, c'est au prix d'un chômage croissant que l'on réussit à réduire l'inflation. Je n'ai pas besoin de rappeler à personne que cette politique était celle du gouvernement libéral dans les premiers temps de l'administration actuelle. Je ne dis pas qu'il l'a suivie de mauvaise foi, mais j'ai constaté ainsi que des tentatives hâtives et irréflechies pour appliquer une politique anti-inflationniste finissent par nuire aux gens qui sont moins en mesure de se défendre sur le marché et ne résolvent pas le problème. Ce qui caractérise actuellement notre économie, c'est que le chômage et les prix ont atteint tous deux des niveaux élevés qui sont inacceptables. Au nom de mon parti, je ne crois pas que le programme à peine ébauché par le député de Don Valley, pour contrôler les salaires, les profits, les prix et les revenus, puisse venir à bout de cette difficulté.

Je ne vois vraiment pas comment il peut s'attendre à ce que les Canadiens adoptent des propositions de ce genre sans rien savoir de la façon dont cet organisme fonctionnerait, ni des modalités d'application des politiques de stabilisation des salaires, ni pendant combien de temps. Sans doute l'idée simpliste et excessive du gel de quelque chose plaît-elle aux personnes empressées de régler les difficultés, mais je prétends qu'il serait dangereusement trompeur de croire qu'une telle proposition, inhérente aux contrôles des prix et des salaires, réglerait la situation actuelle. Les gens veulent de l'action, il est vrai, mais de l'action qui donnera des résultats sans leur porter préjudice. C'est là une considération qu'il ne faudrait jamais perdre de vue.

Monsieur l'Orateur, la Chambre des communes a vraiment beaucoup à faire. Encore beaucoup de travail important attend le Parlement. La semaine prochaine, la Chambre sera saisie d'une mesure pour relever les pensions des anciens combattants. On nous a solennellement promis que le bill des allocations familiales sera présenté et étudié à fond avant le congé d'été. Le premier ministre (M. Trudeau) a parlé hier d'un bill sur les dépenses électorales dont nous serons saisis dans quelques jours. Un bill sur les prises de contrôle et les investissements étrangers au Canada est actuellement étudié au comité. Le Parlement semble accorder une haute priorité à l'élaboration d'une politique pour l'Ouest fondée sur les rencontres des premiers ministres, politique qui porterait surtout sur l'expansion économique et prévoirait des moyens rationnels de réduire le tarif-marchandises. La réorganisation et la décentralisation du ministère de l'Expansion économique régionale sont en cours et nous serons pro-

### Coût de la vie

chainement saisis d'une mesure concernant l'immigration et la Commission d'appel de l'immigration. Il y a encore beaucoup de travail à accomplir au Parlement et il me semble que la motion dont nous sommes saisis cet après-midi nous oblige à nous poser une question bien simple: tout bien considéré, serait-il dans l'intérêt de la population canadienne de dissoudre le Parlement à 10 heures ce soir? Je n'ai pas à justifier la réponse négative de notre parti à cette question.

Nous n'appuyons donc pas la motion du député de Don Valley pour cette raison et pour celles que j'ai déjà indiquées qui traitent de ses faiblesses intrinsèques. En ce qui concerne l'augmentation du coût de la vie, monsieur l'Orateur, je doute fort qu'une campagne électorale y règle quelque chose et après six mois de délai, nous pourrions fort bien nous retrouver dans la même situation parlementaire qu'aujourd'hui. Ne paraîtrions-nous pas alors stupides d'avoir passé six ou sept mois à parcourir le pays en discutant de la poussée des prix et de la demande devant les électeurs de plus en plus confus et irrités pour en arriver au milieu de l'hiver à recommencer tout le processus? Le gouvernement peut sans difficulté présenter des mesures immédiates pour faire face à la hausse du coût de la vie et terminer le programme de la première session de la présente législature. Je pense qu'il n'en serait que mieux pour nous les députés et la population canadienne de nous mettre à l'œuvre.

• (1700)

[Français]

**M. Roland Godin (Portneuf):** Monsieur le président, nous discutons d'une motion qui se lit comme il suit:

Que la Chambre déclare que le gouvernement a perdu sa confiance parce qu'il s'entête, par faiblesse, à suivre des politiques démodées qui accablent la population du Canada de hausses de plus en plus pénibles du coût de la vie.

Monsieur le président, parce que je suis d'avis que cette motion présentée par les conservateurs progressistes est vide de sens et ne contient rien de positif, je propose, appuyé par l'honorable député de Roberval (M. Gauthier):

Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en ajoutant, immédiatement après, les mots suivants:

«et parce qu'il n'a pas songé à des réformes financières permettant de combattre la hausse des prix et l'inflation en appliquant les principes économiques suivants:

L'escompte compensé et l'émission de crédits nouveaux par la Banque du Canada pour financer toutes productions nouvelles.»

Monsieur le président, je pense que nous avons aujourd'hui l'occasion de mettre à jour certains chiffres au sujet de l'administration du gouvernement actuel. Lorsqu'on parle de «hausses de plus en plus pénibles du coût de la vie», il ne faut pas oublier que les impôts et les taxes de toutes sortes constituent «l'ennemi public n° 1».

L'histoire nous enseigne que lorsqu'une nation impose à son peuple des taxes représentant plus de 25 p. 100 de son revenu, il «mange» son grain de semence, il court à la décadence économique. Déjà, nos taxes de vente dévorent plus du tiers de chaque dollar gagné; on cherche à tirer cet argent sans douleur sur nos chèques de paye en se servant avant nous. Mais la partie la plus importante de toutes les taxes, celle qui rapporte le plus au gouvernement, se trouve sous la surface, c'est-à-dire cachée.